

L'enseignement universitaire public marocain : une performance qui laisse à désirer

Teaching at Moroccan public universities : an insufficient performance

KABBA Fatima ezzahra

Doctorante

Faculté des sciences juridiques et économiques de Tanger

Université Abdelmalek Essadi-Maroc

Groupe de recherche en économie et développement territorial Maroc

Kabba.fatima.ezzahra@gmail.com

EJBARI Zouhair

Enseignant chercheur

Faculté des sciences juridiques et économiques de Tanger

Université Abdelmalek Essadi-Maroc

Groupe de recherche en économie et développement territorial Maroc

z_ejbari@yahoo.fr

Date de soumission : 11/04/2021

Date d'acceptation : 01/06/2021

Pour citer cet article :

KABBA F.E. & EJBARI Z. (2021) «L'enseignement universitaire public marocain : une performance qui laisse à désirer», Revue Française d'Economie et de Gestion «Volume 2 : Numéro 6» pp : 152 – 171.

Author(s) agree that this article remain permanently open access under the terms of the Creative Commons

Attribution License 4.0 International License



Résumé

Les universités publiques sont considérées dans le cadre de la nouvelle gestion publique comme un fournisseur de services enseignement-formation qui visent à satisfaire les attentes des étudiants qui sont considéré comme des clients, ces derniers doivent recevoir un service de formation de qualité.

Au Maroc, les universités publiques jouent un rôle important dans la formation des cadres de la société, en effet plus de 70% des étudiants de l'enseignement supérieurs sont accueillis par les universités publiques. Toutefois, ces universités sont largement critiques et sont accusées de former des chômeurs avec des faibles compétences.

L'objectif de notre article est d'analyser la performance de la fonction d'enseignement au sein des universités publiques marocaines via un ensemble d'indicateurs notamment le taux de réussite, le taux de dispersion, l'adéquation formation emploi, la qualité de formation ainsi que le taux de chômage des lauréats. Le résultat de notre analyse montre qu'effectivement la performance de la fonction d'enseignement au sein des universités publiques marocaines laisse à désirer.

Mots clés : universités publiques; Maroc; performance; enseignement supérieur; chômage,

Abstract

Public universities are considered under the new public management as a provider of education-training services that must meet the expectations of students who are considered as clients, the latter must receive a quality training service.

Moroccan public universities play an important role in the education and the training human capital in society, in fact more than 70% of higher education students are hosted by public universities. However, these universities are widely critical and are accused of poor performance teaching and training.

The objective of our article is to analyze the performance of the teaching function in Moroccan public universities via a set of indicators including the success rate, the dispersion rate, the adequacy of training and employment, the quality of training as well as the unemployment rate. The result of our analysis shows that teaching performance of Moroccan public universities is insufficient.

Keywords : Public universities; Morocco; performance; teaching; unemployment

Introduction

Nul ne peut nier l'importance du rôle joué par les universités publiques au Maroc, en effet ces dernières accueillent plus de 75% des étudiants de l'enseignement supérieur, et produisent plus de 70% de la production scientifique nationale, c'est-à-dire que les universités publiques jouent un rôle de leader au niveau de la formation supérieure et de la recherche scientifiques.

De ce fait, les universités publiques relèvent d'une importance majeure au niveau économique, sociale et politique, car la plupart des cadres qui dirigent les entreprises, les administrations publiques et les organismes d'œuvre sociales sont issus principalement de ces universités.

Par leur forme d'accès gratuit à l'enseignement les universités marocaines participent à la propagation du savoir dans la société y compris dans les familles les plus diminués.

Cependant, malgré ces atouts, les universités publiques marocaines sont largement critiquées à la fois au niveau national et international.

Sur le plan national, les universités publiques sont accusées d'être en déphasage avec le tissu économique ; les formations offertes sont loin d'être convenable au besoin du marché, et leur qualité laisse à désirer, le taux de chômage élevé au niveau des lauréats de l'université publique en y témoigne.

Sur le plan scientifique, la production scientifiques des professeurs et des chercheurs universitaires est faible, ainsi seule une partie des professeurs produisent régulièrement, quant à la formation doctorale, sa rentabilité est très faible, ainsi d'après le conseil supérieur de l'éducation 9 sur 10 doctorants abandonnent leur thèse. Sur le plan international, le classement des universités marocaines n'est pas favorable, ce qui peut donner une image négative sur leur formation, leurs diplômes et découragent indirectement les entreprises qui veulent investir au Maroc, et qui cherchent une main-d'œuvre qualifiée avec un coût relativement faible(Ezzahra & Zouair, 2019).

L'accès aux universités public au Maroc est gratuit, cette gratuité a pour objet d'assurer l'égalité d'accès à la formation supérieure par toute la population y compris les plus défavorisé et c'est aussi un moyen pour encourager les jeunes à la formation supérieure en vue d'assurer un capital humain bien formé au service des entreprises, de la fonction publique, et de la société d'une manière générale. Certes, que cette gratuite conjuguée à une augmentation de la part des jeunes dans la population totale ont fait augmenter le nombre d'inscriptions aux universités publiques, ce qui a induit une massification, toutefois cette massification ne s'est pas accompagnée de la même augmentation au niveau des ressources

financières consacrées à ces universités, et non plus à un accompagnement au niveau du recrutement du capital humain et plus précisément des professeurs universitaires. « De 2011 à 2017, le nombre d'étudiants des universités publiques a augmenté de 71% pour atteindre 766.446 jeunes. Le budget, lui, n'a progressé que de 14%, pour se situer à près de 10 milliards de DH. Un montant insuffisant pour relever tous les défis du secteur. Le taux d'utilisation de la capacité d'accueil dans les universités marocaines durant l'année 2001 était à 100%, alors qu'il a atteint 169 % en 2016, et il a enregistré presque 211% dans les établissements à accès ouvert (conseil supérieur de l'éducation, 2018), le taux d'encadrement global est passé de 26 personnes par professeur durant l'année 2001, à 57 étudiants par professeur durant l'année 2016

D'une manière générale les ressources consacrées pour les universités sont considérées insuffisantes, d'où l'introduction de l'autonomie des universités par la loi 01.00 durant l'année 2000, cependant les ressources propres générées par les universités publiques grâce à cette loi restent encore très limitées.

À côté de ces insuffisances quantitatives au niveau des inputs, l'évaluation effectuée par la cour des comptes montre qu'il y a aussi des insuffisances aux niveaux qualitatifs ;

Au niveau de l'enseignement la cour du compte mentionne le recours au personnel administratif pour l'exercice des fonctions d'enseignement pour le cas de l'école de science et technique de Laâyoune (Cour & Comptes, 2018) par exemple, ce qui pourrait impacter négativement la qualité de cet enseignement.

Un faible taux de réalisation de la charge horaire par enseignant, et le non-respect par les enseignants permanents de leurs volumes horaires réglementaires a été constaté dans plusieurs établissements tels que la faculté des sciences et techniques de Marrakech (Cour & Comptes, 2018).

La perception générale est que le système d'enseignement universitaire public est un système qui forme des futurs chômeurs surtout au niveau des établissements à accès ouvert; la formation offerte par ces universités laisse à désirer.

Notre objectif est de répondre à la problématique suivante : quelle performance de l'enseignement universitaire public ? et comment cette performance impacte-t-elle les lauréats de l'université publique ?

Afin de répondre à cette problématique, notre méthode de recherche va se baser sur l'analyse d'un ensemble d'indicateurs collectés à partir de plusieurs documents et rapports officiels.,

Pour traiter cette problématique, la première partie de ce travail va être consacrée à la définition, l'analyse et la discussion de la notion de performance d'une manière générale et la performance universitaire d'une manière particulière. Alors que dans la deuxième partie nous analysons la performance des universités publiques marocaines via un ensemble d'indicateurs qualitatifs et quantitatifs

Notre article se distingue par cet effort de regrouper tous ces indicateurs dans un seul article et donner une conclusion sur la fonction d'enseignement au sein des universités publiques, ce type de travail dans la littérature qui traite le Maroc est rarement fait.

1. La performance : une notion complexe et multidimensionnelle

Malgré son utilisation excessive dans la littérature, la notion de performance et précisément sa définition n'a jamais fait l'unanimité ; il n'existe pas une seule définition à celle-ci, mais une multitude de définition.

Le mot performance est synonyme d'accomplissement, de réalisation et de succès, mais elle signifie aussi la capacité d'atteindre un ensemble d'objectifs d'une manière optimale.

C'est-à-dire que la performance signifie la réalisation des objectifs assignés dans les meilleurs délais, avec la meilleure qualité possible et le minimum de ressources, en d'autres termes, être performant, c'est atteindre le maximum avec le minimum.

La performance peut aussi être synonyme d'évaluation et de contrôle, par exemple afin de juger la performance d'un service d'une entreprise privé ou d'un établissement public on passe impérativement par une procédure d'évaluation et de contrôle.

Dans le domaine d'économie et gestion, le mot performance est apparu pour la première fois dans un ouvrage de gestion en 1979, depuis cette date l'intérêt à la question de performance ne cesse d'augmenter, et par conséquent les publications à propos de ce sujet ne cessent de d'augmenter(Bessire, 1999) En effet les publications et les recherches effectuées sur la performance ont comme principal objectif l'amélioration du fonctionnement des organisations, des entreprises et des services publics.

En 1980, l'économiste français Patrick Gilbert, propose une définition différente de la performance à travers un triangle appelé le triangle de Gilbert. Pour Gilbert la notion de performance est une notion multidimensionnelle qui s'intéresse aux objectifs, aux moyens aux résultats d'une part et de l'efficience, l'efficacité et la pertinence d'autre part.

D'après ce qui précède, on peut dire que la performance est une notion complexe et multidimensionnelle et ses piliers sont la réalisation des objectifs et l'utilisation optimale des ressources. Quand est-elle de la performance dans le secteur public ?

1.1. La performance publique : un pilier du new public management

L'évaluation de la performance n'est pas une question récente pour le secteur privé, en effet quel que soit sa nature, son statut juridique, ou son secteur d'activité, un organisme privé doit être obligatoirement performant et rentable, car sa continuité et son existence dépend de cette performance. Par contre la notion de performance est une notion relativement récente pour le secteur public, en effet, le fonctionnement des organismes publics et précisément leur existence ne dépend généralement pas de leur performance car ils sont financés par l'État, mais aussi car leur existence est liée à l'existence de l'État ; et les universités publiques font partie de ces organismes publics.

Le fonctionnement du secteur public était généralement perçu comme un fonctionnement bureaucratique qui n'a ni près ni loin de relation avec la notion de performance, il est même Considéré comme un secteur purement déficitaire, dont la qualité des prestations offertes est loin d'être qualifié de performant.

Une chose a changé la perception du secteur public et sa performance à savoir le changement des attentes des citoyens, en effet, les citoyens sont de plus en plus exigeants, alors, selon eux, l'argent payé sous forme d'impôt doit être rentabilisé, les citoyens posent de plus en plus des questions comme : pourquoi existe-t-il un grand écart entre la performance d'un service public et d'un service privé ?

Ces écarts entre secteur public et privé sont plus importants dans les pays sous-développés et les pays en voie de développement, comme le Maroc. La réponse à cette problématique est l'introduction d'une nouvelle approche pour gérer l'État et ses services à savoir la nouvelle gestion publique.

En effet, le new public management est un paradigme qui vise à introduire les techniques de la gestion privée au secteur public en vue d'améliorer son efficience, son efficacité, ainsi le rendre moins bureaucratique.

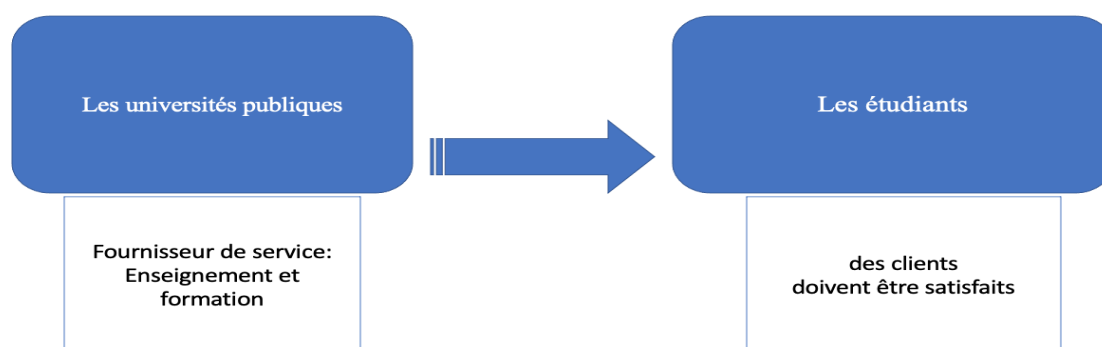
Cette approche recommande « d'appliquer des lignes directrices largement inspirées par les règles du marché privé : la définition d'objectifs quantitatifs pour l'exécution des politiques publiques, la focalisation sur les prestations fournies plutôt que sur la procédure à suivre, la réduction des coûts de production des services publics, la gestion d'une unité administrative par un manager allouant librement ses ressources, la motivation du personnel par des incitations pécuniaires, la garantie d'une liberté de choix aux usagers, etc. En un mot, la NGP vise à faire des administrations traditionnelles des organisations orientées vers la performance. L'État s'assurerait de la sorte une légitimation secondaire, au travers de la

qualité des prestations publiques et de l'usage efficient des deniers publics. Celle-ci renforcerait sa légitimité première qui se base sur le respect des règles démocratiques encadrant, en amont, les processus décisionnels»(VISSCHER & VARONE, 2004). Ainsi parmi le principe du new public management qui ont bouleversé le fonctionnement du secteur public partout dans le monde sont le principe d'introduction d'indicateurs de performance et l'évaluation a posteriori de l'efficience organisationnelle(Pesqueux, 2020).

Alors, dans le cadre de la nouvelle gestion publique, on peut dire qu'un service public performant est un service qui répond aux attentes des citoyens qui sont de plus en plus considéré comme des clients

Les universités publiques sont considérées dans le cadre de la nouvelle gestion publique comme un fournisseur de services enseignement-formation qui visent à satisfaire les attentes des étudiants qui sont considéré comme des clients (voir schéma 1), ces derniers doivent recevoir un service de qualité.

Graphique1 : la perception de la relation étudiant-université publique par le NPM



Source : Auteurs

Reste à souligner que la plupart des méthodes utilisées dans l'évaluation de la performance dans le secteur public sont issues du secteur privé et sont utilisées après adaptation, rares sont les méthodes d'évaluation qui sont spécialement conçues pour le secteur public.

1.2. La mesure de performance universitaire : une littérature qui ne fait pas l'unanimité

Les universités sont des organismes complexes, elles sont caractérisées par une grande diversité des parties prenantes(HANAFI & S, 2021), ce qui rend la mesure de leur

performance aussi compliquée. Pour juger la performance d'une université, on examine généralement ses trois fonctions à savoir la fonction d'enseignement et la fonction de recherche scientifique qui sont considérés comme des fonctions traditionnelles, en plus de la fonction d'innovation appelée aussi transfert technologique, qui est considéré comme une fonction récente. Toutefois dans notre article on a choisi de limiter l'analyse à la fonction la plus traditionnelle à savoir la fonction d'enseignement et de formation. Multiples sont donc les avantages d'évaluation de la performance de l'enseignement supérieur d'une manière générale et des universités publiques d'une manière particulière, tel que l'amélioration de leur fonctionnement, une meilleure allocation des ressources, et une meilleure gestion universitaire, ainsi la mesure de performance peut aussi être un instrument de politique publique.

L'évaluation et la mesure de la performance universitaire permet de connaître le niveau de développement de l'enseignement supérieur dans le pays, mais c'est aussi un moyen pour se positionner au niveau national et international.

L'évaluation de la performance universitaire se fait via un ensemble d'indicateurs qui permettent de mesurer le degré de réalisation des objectifs préétablis (Martin-Sardesai et al., 2019).

La mesure de la performance universitaire via des indicateurs est une forme d'opérationnalisation des objectifs à atteindre, c'est aussi une manière de chiffrer certains caractères difficiles à chiffrer tel que la qualité, l'efficience et l'efficacité (Sizer et al., 2017).

L'introduction des indicateurs de mesure de performance est considérée comme un moyen pour marquer le passage d'une gestion administrative bureaucratique à un management basé sur le résultat et la qualité sous l'influence de la nouvelle gestion publique (Martin-Sardesai et al., 2019).

En effet, il n'existe pas un accord sur l'indicateur, ou un ensemble d'indicateurs capables d'évaluer telle ou telle fonction (Abubakar et al., 2018). Alors, (Kapetanidou & Lee, 2017) et (Sizer et al., 2017) s'accordent sur le fait qu'un cadre commun d'évaluation de la performance des universités ne peut pas aboutir.

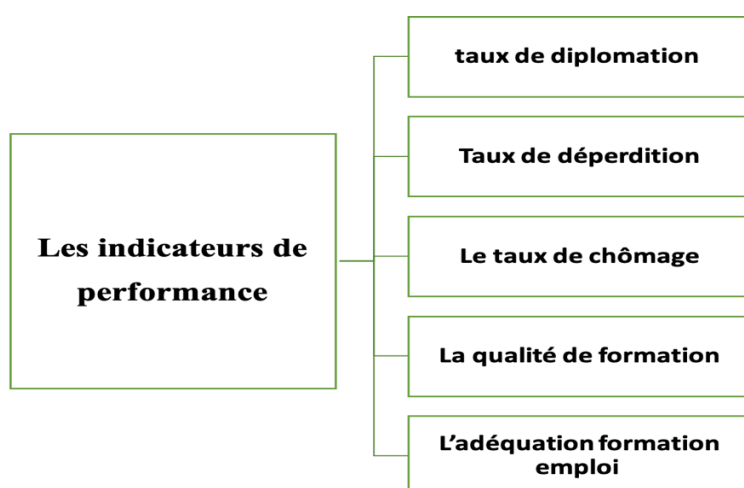
Les indicateurs de performance peuvent être regroupés sous forme d'indice, appelés généralement « indice composite » ; L'avantage de ce dernier est de pouvoir regrouper plusieurs indicateurs, plusieurs critères, plusieurs dimensions, ainsi que plusieurs objectifs (El Gibari et al., 2018)

D'après la littérature l'évaluation de la performance universitaire se fait par un ensemble d'indicateurs, toutefois il n'existe pas un accord sur un ensemble d'indicateurs pour cette évaluation, en effet le choix des indicateurs dépend de chaque pays.

Ce choix dépend du niveau de développement du pays, de son secteur d'enseignement, et de sa politique nationale, ces indicateurs doivent aussi répondre à un cadre juridique, institutionnel, politique, et économique spécifique à chaque pays.

La mesure de performance de la fonction d'enseignement, se fait généralement par un ensemble d'indicateurs, tel que le taux de réussite, la qualité de formation, le taux d'intégration des lauréats, ...etc.

Graphique 2 : Les indicateurs de performance relatifs à la fonction d'enseignement



Sources : Auteurs

Ainsi, dans l'absence d'un référentiel nationale d'évaluation de la performance universitaire, notre choix un ensemble d'indicateurs qui nous paraissait important à savoir le taux de diplomation, le taux de déperdition, le chômage des diplômés, la qualité de formation, ainsi que l'adéquation formation emploi (voir graphique 2).

2. La performance de l'enseignement aux universités publiques marocaines :

La performance de la fonction d'enseignement peut être analysé à travers une multitude d'indicateurs notamment : le taux de réussite, la durée d'obtention du diplôme, le taux d'abandon, le taux d'insertion des lauréats, ainsi que les compétences acquises durant la formation.

Ainsi, il faut souligner que malgré, l'importance des indicateurs cités ci-dessous, on remarque l'absence d'une base de données nationale qui contient ces indicateurs ou même une étude officielle qui les a tous analysés. De ce fait, les données utilisées dans notre analyse sont issues de plusieurs sources notamment des rapports de performances relatifs à la loi de finances, et du dernier rapport du conseil supérieur de l'éducation sur l'enseignement supérieur. Ainsi pour des raisons méthodologiques on peut classer ces indicateurs en deux types, des indicateurs quantitatifs et des indicateurs qualitatifs.

2.1. Les indicateurs quantitatifs :

Parmi les indicateurs quantitatifs qui nous paraissent les plus importants pour l'évaluation de la performance de l'enseignement supérieure publique on trouve le taux de diplomation, le taux de déperdition, et le taux de chômage.

2.1.1. Un taux de diplomation faible :

Le taux de diplomation est un indicateur de rentabilité très important pour évaluer la performance de l'enseignement universitaire, ainsi plus les étudiants arrivent à décrocher leur diplôme à temps, plus on peut qualifier un système d'enseignement de rentable et performant.

Tableau1 : taux de diplomation selon la durée

Niveau d'étude	Durée de diplomation	Réalisation en 2014	2015	2016	2017
Licence	Après 3 ans	32,41	33%	35%	39%
	Après 4 ans	22,79	34,7%	-	-
	Après 5 ans	15,94	13,7%	-	-
	Après 6 ans et plus	28.86	13,8%	-	-
Master	Après 2 ans	71,63	-	-	-
	Après 3 ans	28,37	-	-	-

Source : élabore par nos soins à partir des données du projet de performance du département de

l'enseignement supérieur relatifs aux lois de finance des années 2018, 2019 et 2020(Enssup, 2020)

Les données du tableau (voir tableau 1) montrent qu'entre l'année 2014 et l'année 2017, seulement 34,8 % des étudiants ont décroché leur licence après 3 ans d'études, c'est-à-dire après la durée théorique de la licence, alors que 65 % des étudiants inscrits dans les universités dépassent la durée légale de 3 ans, et plus de 28% décrochent leur diplôme après 6 ans d'études, soit le double de la durée légale des études.

Ces données montrent que le rendement des études universitaires durant le cycle de la licence est très faible ; en moyen 35 % seulement des étudiants décrochent leur diplôme à temps alors

que presque 65 % des étudiants passent plus de trois ans pour obtenir une licence, ce qui engendre un coût supplémentaire de fonctionnement pour les universités, et des déperditions au niveau des étudiants.

La même remarque peut être faite pour le cycle du doctorat, en effet le taux de diplomation pendant la durée légale ne dépasse pas 9 %, c'est-à-dire que 90% des docteurs n'obtiennent pas leur diplôme à temps. Le cycle du master est le seul cycle qu'on peut qualifier de rentable puisque plus que 70% des étudiants arrivent à obtenir leur diplôme à temps.

Une étude effectuée par le conseil supérieur de l'éducation pendant une durée de dix ans sur un échantillon d'étudiant en licence de trois universités publiques marocaines (Hassan II à Casablanca, Ibn Tofaïl à Kenitra et Abdelmalek Essaadi à Tétouan) confirme le même résultat ; l'existence d'un redoublement et retard structurel au niveau du cycle de la licence dans toutes les universités objet de l'étude, le conseil souligne même une détérioration de la situation durant les dernières années de l'étude.

Cet indicateur donne une image claire sur la rentabilité de l'enseignement universitaire, mais lui seule ne permet pas de juger d'une manière neutre et objective la performance de l'enseignement puisque la réussite dépend aussi de la motivation des étudiants et des conditions d'enseignement.

2.1.2. Un taux de déperdition considérable :

Tableau 2 : taux de déperdition de la cohorte des étudiants inscrits en licences des universités Hassan II, Ibn Tofaïl et Abdelmalek Essaadi de l'année 2007 à l'année 2013

	2007-08	2008-09	2009-10	2010-11	2011-12	2012-13
Après 1 d'inscription	17,4%	21,9%	21,5%	15,5%	23,3%	25,3%
Déperditions entre 2 et 3 a après inscription	33,1%	27,6%	23,4%	27,8%	14,1%	17%
Déperditions après 4 ans et + d'inscription	15,3%	14,5%	14,8%	14,7%	10,6%	11,4%
Toujours inscrits en 2017	1,5%	2,8%	5,9%	8,1%	12,4%	18,7%

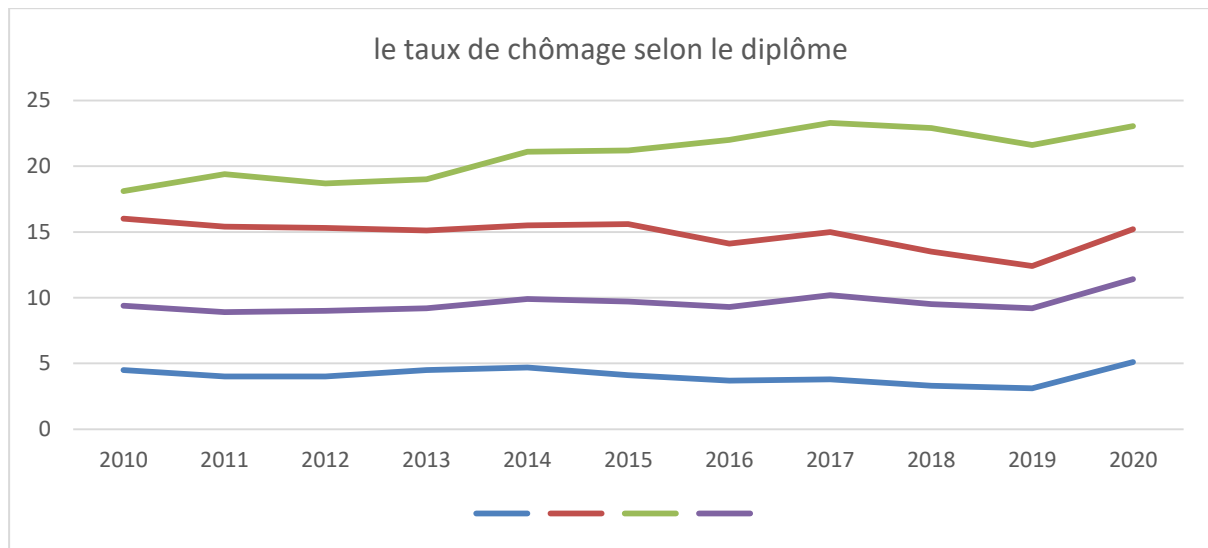
Source : le rapport du conseil supérieur de l'éducation de l'année 2018

Durant l'année 2007-2008, les statistiques montrent que 17,4 % des étudiants abandonnent l'université, ce taux d'abandon a connu une augmentation durant la période de l'étude pour (sauf durant l'année 2010-2011) atteindre 25,3 % durant l'année 2012-2013, c'est-à-dire que

généralement le quart des étudiants inscrits abandonne leur université durant la première année d'inscription, ce qui est énorme ; ces statistiques traduisent certainement des difficultés d'intégration, de formation, et ou même d'orientation. Les déperditions après 2 ans et 3 ans inscription, sont de 33,1% durant 2007- 2008, et il a atteint, 17% durant l'année universitaire 2012-2013, la déperdition après 4 ans est passé de 15,3% en 2007-2008 à 11,4% durant l'année 2012-2013, soit une baisse d'approximativement de 4% (voir tableau 2). L'abandon au niveau de la licence existe durant toutes les années des études, toutefois il est plus important durant la première année, donc une réduction de cette déperdition doit probablement passer par une refonte du système de l'enseignement durant la première année d'études.

2.1.3. Un chômage élevé chez les diplômés de l'enseignement supérieur :

Le taux de chômage au Maroc durant les dix dernières années est en moyenne de 9.5, et il a connu une augmentation durant l'année 2020 à cause de la pandémie de covid 19, une pandémie qui a bouleversé le monde et qui a causé des pertes humaines, économiques et financières pour tous les pays du monde y compris le Maroc ; ainsi le taux de chômage national est passé de 9.2% fin 2019 pour atteindre 11.4 % en 2020, soit une augmentation de 2,2 %. La structure du taux de chômage par type de diplôme montre que généralement le taux de chômage augmente avec le diplôme ou en d'autres termes, plus on a un diplôme supérieur, plus la probabilité de chômer aura tendance à augmenter ; Ainsi, le taux de chômage chez les actifs qui ne possèdent aucun diplôme est d'environ 4.2% durant les dix dernières années, alors que chez les actifs détenant un diplôme moyen, il est d'environ 14,8 % soit plus que le triple du chômage constaté chez les non diplômés, chez les actifs détenant un diplôme de l'enseignement supérieur ce taux est en moyens de 21%.

Graphique 3 : l'évolution du taux de chômage au Maroc selon le diplôme

Source : Auteurs à partir des données du HCP¹

Le taux de chômage chez les diplômés de l'enseignement supérieur a connu une augmentation continue durant toute la période de l'étude, excepte durant l'année 2019, où il a connu une légère baisse, mais la pandémie la remet une autrefois à la hausse le rendant à 23,05% fin 2020 (voir graphique 3).

On constate que le taux de chômage augmente avec le niveau de diplôme, il est plus élevé chez les diplômés de l'enseignement supérieur comparativement avec les autres catégories. Cette situation est anormale, car généralement un meilleur diplôme permet d'avoir un meilleur revenu et un meilleur emploi, et donc les personnes ayant des diplômes élevés sont traditionnellement associés à des salaires plus élevés et à des risques de chômage plus faibles (SOUDANE, AIT, SOLHI, CHIADMI, 2020) .

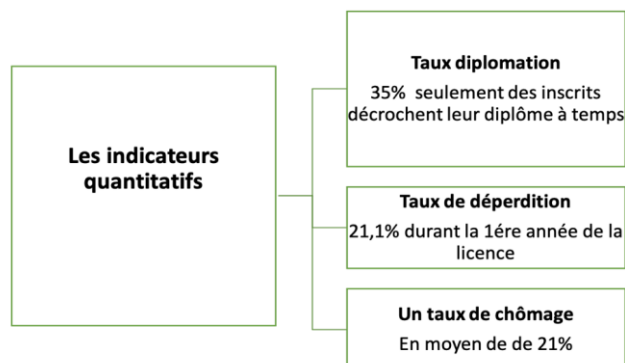
On peut dire qu'actuellement au Maroc, plus la personne fait des études poussées, plus la probabilité de chômer sera importante ; en effet, les actifs ne détenant aucun diplôme ayant plus de chances de trouver un emploi, ce qui paraît contradictoire, illogique et suscitent beaucoup d'interrogations et de questionnements ?

¹ Le taux relatif à l'année 2020, a été estimée à partir des données du premier et du deuxième semestre de l'année 2020 communiqué par le HCP

Ce résultat cache aussi une autre réalité difficile à digérer : l'existence d'un vrai gaspillage des ressources humaines et financières à la fois au niveau de la population, mais surtout au niveau Étatique ; ces personnes diplômées ont coûté des budgets importants durant leur processus de formation, et ne sont pas rentabilisées après leur formation. Ce constat pousse aussi à poser plusieurs questions : pourquoi les diplômés de l'enseignement supérieur au Maroc souffre-t-il du chômage plus que les autres catégories de la population ? la formation n'est -elle pas adéquate avec le marché d'emploi ? les étudiants de l'enseignement supérieur n'ont pas les compétences nécessaires ? ou bien la structure économique nationale ne permet-elle pas la création des emplois pour ce type de diplômés ? ou bien les entreprises marocaines nécessitent moins de diplômés que ce qui est offert sur le marché?

Ainsi, de ces questions, il paraît que le niveau de chômage des diplômés universitaires au Maroc ne peut être expliqué par un seul facteur. Le chômage des diplômés est un phénomène multifactoriel ; la faible croissance économique (le taux de croissance au Maroc ne permet pas de créer des emplois pour tous les diplômés), la structure démographique (le Maroc est constituée essentiellement des jeunes en âge du travail), la nature et la qualité de la formation (l'enseignement supérieur au Maroc, est orienté principalement vers la formation des profils de salaria, les formations désignées pour l'entrepreneuriat sont très limitées, en ajoute à cela la faible adéquation des formations au marché de l'emploi, la qualité de formation, ainsi que l'insuffisance des compétences des lauréats) peuvent être les principaux facteurs explicatifs.

Graphique 4 : La performance de l'enseignement universitaire résumé par certains indicateurs quantitatifs



Source : Auteurs

D'après les trois indicateurs (graphique 4), on peut dire que l'indicateur le plus alarmant est le taux de diplomation, en effet seulement 35 % des inscrits arrivent à décrocher leur diplôme à temps, ce qui donne renseigne sur une faible performance de l'enseignement supérieure au sein des universités publiques marocaines, le taux de déperdition, et le taux de chômage des diplômés ne font que confirmer cette faible performance.

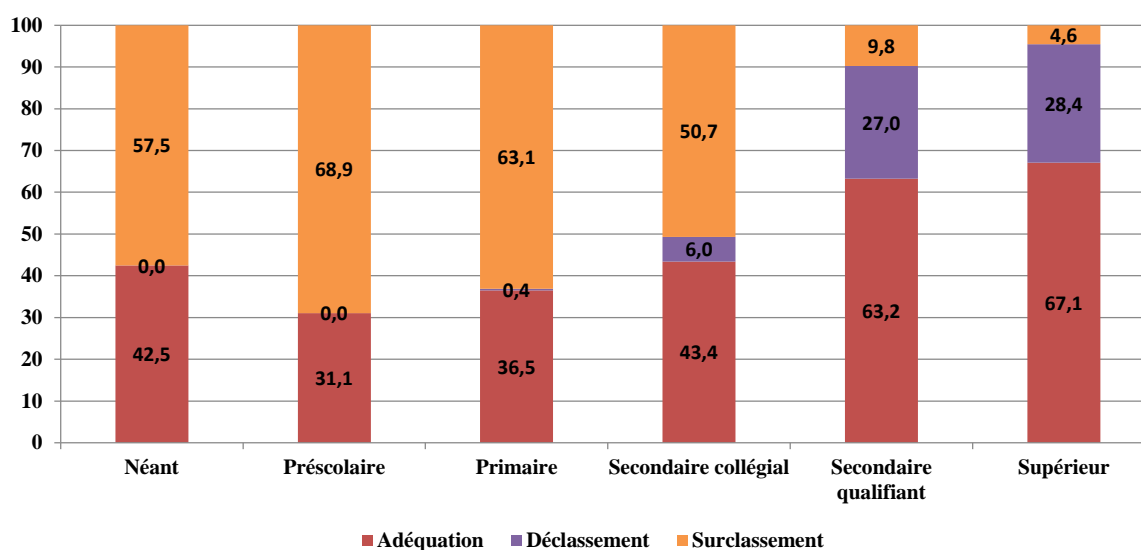
2.2. Les indicateurs qualitatifs

Les indicateurs qualitatifs ayant une importance majeure dans l'évaluation de la performance de l'enseignement supérieure publique sont l'adéquation formation emploi et la qualité de la formation.

2.2.1. L'adéquation formation emploi :

L'adéquation entre l'emploi et la formation est mesurée en comparant l'emploi occupé avec le diplôme détenu, ainsi une personne qui travaille dans un emploi exigeant des compétences moindre que celles acquises grâce à son diplôme sont considérées comme déclassée, alors que le terme sur classement désigne une personne qui travaille dans un emploi qui exige des compétences supérieures à celles acquises grâce à sa formation.

Graphique 5 : Adéquation formation/emploi selon le diplôme durant l'année 2014



Source : rapport du HCP sur l'adéquation entre la formation et l'emploi au Maroc (HCP, 2014)

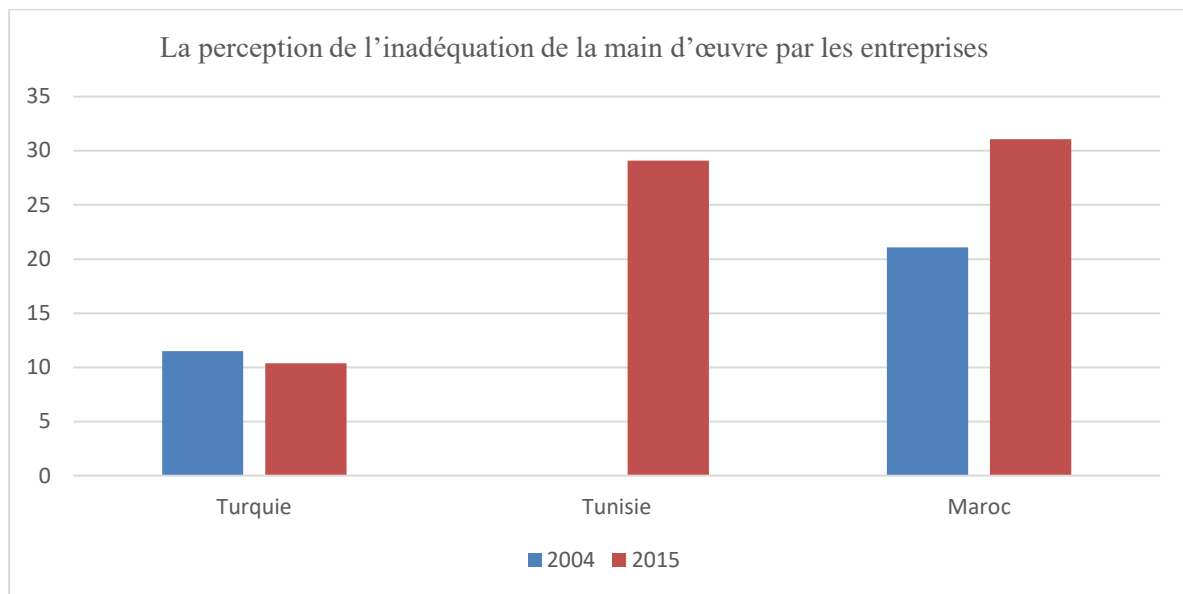
L'adéquation formation emploi consiste alors à ce que la personne occupe un emploi qui exige les mêmes compétences acquises durant sa formation, ni plus ni moins. Les données statistiques (voir graphique 5) indiquent que 67,1% des diplômés de l'enseignement supérieur sont en adéquation, alors que 28,4% sont en déclassement, et seulement 4,6% sont en surclassement. Le taux de déclassement est 0,4% pour les actifs avec un niveau primaire, de 6% pour ceux du niveau secondaire collégial, et 27% pour ceux du niveau secondaire qualifiant, alors qu'il est de 28,4% pour les actifs ayant un niveau supérieur. Concernant le taux de surclassement, il est de 63,1% pour ceux du niveau primaire, de 50,7 % pour les employés ayant un niveau collégial, et 9,8 pour les employés ayant un niveau secondaire qualifiant, et il n'est que de 4.6 % pour les gens détenant un diplôme de l'enseignement supérieur. la comparaison avec les actifs ayant un diplôme inférieur (qualifiant, collégiale, primaire.etc) indique que les diplômés de l'enseignement supérieure sont plus déclassés, et moins surclassés, c'est-à-dire que 24% des diplômés de l'enseignement supérieur ont tendance à travailler dans des emplois qui nécessitent des compétences inférieures à celles acquises durant leur formation (contre 63 % avec un diplôme non supérieur ou sans diplôme) et 4.6 % seulement (contre 95,4 avec un diplôme supérieur ou sans diplôme) qui travaillent dans des emplois qui exigent plus de compétences que celles acquises durant leur formation. L'un des facteurs qui peut expliquer le déclassement des diplômés de l'enseignement supérieur est la structure de l'offre de formation. En effet, cette dernière ne correspond à la structure de l'offre d'emploi disponible, à titre d'exemple durant l'année 2016, près de 40 % de la population marocaine travaille dans le secteur agricole, alors que le nombre de formations techniques et professionnelles dans ce domaine est très limité ; le dispositif de l'enseignement agricole est constitué de trois établissements d'enseignement supérieur et de 53 établissements de formation professionnelle agricole repartis sur l'ensemble du territoire(OECD, 2017). Le déphasage entre emploi et formation est aussi le résultat de la non-définition des besoins en compétences et de la faible collaboration entre le ministère de la tutelle, le ministère de l'emploi et les opérateurs économiques ; c'est-à-dire que probablement au Maroc on forme les jeunes pour un autre objectif autre que le travail, sinon on aurait dû trouver une harmonie entre enseignements supérieurs, emploi et structure économique.

2.2.2. Une qualité de formation qui laisse à désirer :

l'avis des entreprises marocaines sur les compétences des salariés donne une image indirecte sur la qualité de la formation, en effet selon une étude effectuée pendant l'année 2015 par la

banque mondiale, 30% des entreprises marocaines ont déclaré que les compétences des salariés sont insuffisantes (graphique 6), contre seulement 20% des entreprises durant l'année 2004 (ce taux est de 29 % pour la Tunisie et 11% pour la Turquie), les entreprises marocaines déclarent que le faible niveau des compétences constitue une vraie contrainte pour leurs opérations(OECD, 2017)

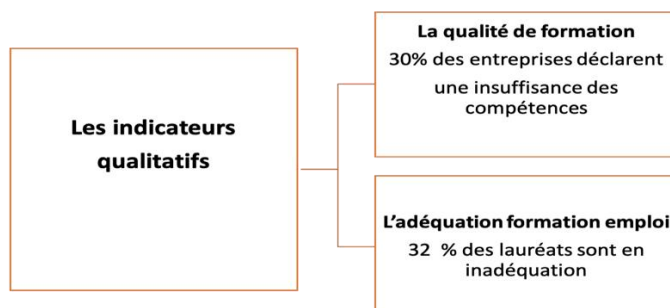
Graphique 6 : la perception de l'inadéquation de la main d'œuvre par les entreprises marocaines



Source : Auteurs à partir du rapport de l'OCDE sur le Maroc de 2017

Toutefois, le niveau faible de compétence ne peut être lié seulement à la formation universitaire, en effet les étudiants quoiqu'avec un baccalauréat, ils viennent avec beaucoup de lacunes de base telles que des difficultés de compréhension (les cours) et des difficultés rédactionnelles (les épreuves) car la plupart des enseignements supérieurs sont en français alors que l'enseignement dans les autres cycles est arabisé.

Graphique 7 : La performance de l'enseignement universitaire résumé par certains indicateurs qualitatifs



Source : Auteurs

Les deux indicateurs (graphique 7), confirment les difficultés de l'enseignement au sein des universités publiques marocaines, la déclaration des entreprises concernant les compétences des lauréats, et les données relatives à l'adéquation formation emploi confirment ces difficultés.

Conclusion :

Le poids de l'enseignement et de la formation universitaire publique au Maroc est très important, ces universités ont participé à la formation des cadres d'entreprises et des organismes publics. Ainsi pour mieux servir le pays et former des jeunes mieux qualifiés et plus compétents les conditions d'enseignement et de formations dans ces universités doivent être revues. Les indicateurs développés dans ce travail permettent de donner une image sur la performance de l'enseignement le taux de diplomation, le taux déperdition et la qualité d'enseignement véhiculent une image négative sur le processus de formation dans les universités publiques marocaines.

Le taux de chômage et l'adéquation formation emploi donnent une image indirecte sur la qualité de formation, car ces indicateurs mettent les outputs de formation en pratique, en effet un lauréat qui arrive difficilement à décrocher un emploi, ses compétences acquises sont remises en question. Certes que notre article a permis de donner une image sur la performance de la fonction enseignement et formation des universités publiques marocaines, toutefois ils souffrent des limites notamment l'utilisation des données non récentes et la non continuité de

certain indicateurs, ces limites sont dû à la non disponibilité des données statistiques et non pas à une volonté des auteurs.

Malgré ces limites, le résultat de notre travail apporte une analyse d'un ensemble d'indicateur sur la question de la performance- enseignement au sein des universités publiques que les différentes parties prenantes peuvent y bénéficier, l'article aussi peut être une pour les chercheurs marocains et étranger qui s'intéressent à la problématique de l'enseignement au sein des universités publiques, Les chercheurs peuvent partir de notre analyse globale soit pour faire une analyse spécifique d'une université donnée, comme ils peuvent approfondir un autre angle d'analyse notamment via l'étude des différents causes explicatives de cette faible performance

Les implications managériales de notre recherche sont multiples, soit au niveau des universités, et ou niveau du ministère du tutelle et gouvernementale. Au niveau des universités, les conseils des universités une réunion semestrielle afin d'étudier les résultats trimestriels et prendre des mesures correctives sur le champ pour améliorer les différents indicateurs durant la même année, au niveau du ministère des tutelles, il doit doter les différentes universités des centres d'orientation pour l'accueil des étudiants en difficultés.

Au niveau gouvernemental, une collaboration doit être faite entre les différents ministères, à titre d'exemple le ministère du travail peut définir les besoins en compétences demande par le marché et les communiquer au ministère de la tutelle ce qui peut faire baisser le taux de chômage.

Bibliographie :

- Abubakar, A., Hilman, H., & Kaliappen, N. (2018). New Tools for Measuring Global Academic Performance. *SAGE Open*, 8(3). <https://doi.org/10.1177/2158244018790787>
- Bessire, D. (1999). Définir la performance. *Comptabilité - Contrôle – Audit*, 2 Tome 5, 127–150.
- conseil supérieur de l'éducation, de la formation et de la recherche scientifique. (2018). *L'enseignement supérieur au Maroc: Efficacité, efficience et défis du système universitaire à accès ouvert*.
- Cour, & Comptes. (2018). *Rapport d'activités relatif à l'exercice 2018*.
- El Gibari, S., Gómez, T., & Ruiz, F. (2018). Evaluating university performance using reference point

- based composite indicators. *Journal of Informetrics*, 12(4), 1235–1250.
<https://doi.org/10.1016/j.joi.2018.10.003>
- Enssup. (2020). *Projet de Performance 2020*. 237, 1–91.
- Ezzahra, K. F., & Zouair, E. (2019). *La place des universités marocaines dans les classements internationaux : le cas du classement mondial des Times*. 4, 262–273.
- HANAFLI, A., & S, E.-M. (2021). Importance de la démarche contrôle de gestion dans les universités publiques ». *Revue Internationale Des Sciences de Gestion*, Volume 4(Numéro 2).
- HCP. (2014). *L'adequation entre formation et emploi au Maroc*.
- Kapetanious, C., & Lee, S. H. (2017). A framework for assessing the performance of universities: The case of Cyprus. *Technological Forecasting and Social Change*, 123, 169–180.
<https://doi.org/10.1016/j.techfore.2016.03.015>
- Martin-Sardesai, A., Guthrie, J., Tooley, S., & Chaplin, S. (2019). History of research performance measurement systems in the Australian higher education sector. *Accounting History*, 24(1), 40–61. <https://doi.org/10.1177/1032373218768559>
- OECD. (2017). *Examen multidimensionnel du Maroc (Volume 2): Analyse approfondie et recommandations, Les voies de développement, OECD Publishing, Paris* (Vol. 2).
- Pesqueux, Y. (2020). *New Public Management (NPM) et Nouvelle Gestion Publique*.
- Sizer, J., Spee, A., & Bormans, R. O. N. (2017). *The Rôle of Performance Indicators in Higher Education Author (s): John Sizer , Arnold Spee and Ron Bormans Published by : Springer*
Stable URL : <http://www.jstor.org/stable/3447743> The rdle of performance indicators in higher education. 24(2), 133–155.
- SOUDANE, AIT, SOLHI, CHIADMI, G. (2020). *Les déterminants de l'accès a l'emploi chez les jeunes diplômés de l'enseignement supérieur au Maroc*. 1, 123–151.
- VISSCHER, C. de, & VARONE, F. (2004). La nouvelle gestion publique “en action.” *Revue Internationale de Politique Comparée*, 11, n, 177–185.